

Nerveux



Il n'est pas totalement exclu que le conflit entre l'Iran et les Etats-Unis dépasse le stade de l'intimidation. Tout a commencé avec la déclaration du ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif sur la chaîne américaine d'informations en continu CNN, la semaine dernière. Il y a clairement fait comprendre au peuple américain que l'Iran ne voulait certes pas

de conflit militaire, mais n'hésiterait pas un instant à se défendre. Une frappe militaire américaine des Etats-Unis qui se fonderait selon Zarif sur une tromperie, puisque l'Iran dément avec véhémence toute participation à l'attaque de drones contre les installations de production de pétrole saoudiennes, déboucherait sur une «guerre totale» avec de nombreuses victimes. L'autre partie affirme quant à elle par la voix du secrétaire d'Etat des États-Unis Mike Pompeo que l'Iran est directement responsable. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France jugent désormais également que l'Iran est coupable. Pour finir, la question ne sera toutefois pas de savoir si la responsabilité de l'attaque est imputable aux rebelles Houthis qui la revendiquent ou à l'Iran, mais ce qu'il se passe dans la tête du président américain Donald Trump. Ou peut-être dans celle de Boris Johnson? En marge de l'assemblée plénière des Nations Unies, celui-ci a en effet évoqué à la surprise générale un nouveau traité nucléaire, en précisant qui serait susceptible de conclure un tel traité évidemment meilleur avec l'Iran. Le président Trump «is the <one guy> who can get a better agreement» a déclaré Boris Johnson à Lester Holt de NBC. Trump et Johnson, les deux font la paire.

Fort heureusement, Donald Trump ne parle plus de représailles comme ce fut le cas juste après l'attaque et fort heureusement aussi, il ne s'est pas embarqué dans une action spontanée et irréfléchie. Mais cela ne veut pas dire pour autant que l'alerte est levée. Les Etats-Unis commencent en tout cas à armer les Saoudiens. L'Iran se montre en outre extrêmement combattif, car le pays souffre énormément des sanctions économiques existantes, que Donald Trump souhaite à présent renforcer. Il s'ensuit presque automatiquement un durcissement de la réaction en retour. Une telle situation peut rapidement s'accentuer, jusqu'à se transformer en menace bien réelle. Le président français entend évidemment aussi jouer un rôle sur la scène internationale. La France souhaiterait intervenir en qualité de médiateur officiel et le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves le Drian aurait, selon la presse, déjà rencontré son homologue iranien Mohammad Javad Zarif à New York. Il sera intéressant de voir qui parlera finalement avec qui et quand. Compte tenu de la nature délicate de la situation, il est impératif que personne ne tente d'en tirer profit au plan politique. Pour une fois, Angela Merkel n'est pas en première

ligne, sans doute pour deux raisons. Premièrement, l'Allemagne a traditionnellement à cœur d'éviter une escalade, pour ne pas se retrouver dans la position délicate de soutenir une intervention militaire. Deuxièmement et cette raison est la plus importante, Madame Merkel n'est plus candidate à sa propre succession et n'a donc plus besoin de se mettre en scène pour des raisons électoralistes.

Une réélection à tout prix

La doctrine de la nouvelle économie politique parle de cycles de la conjoncture politique. Pour simplifier, on peut dire que les valeurs macroéconomiques sont gérées de manière très délibérée par les gouvernements. Cela va si loin que l'on attribue à la date d'une élection un effet général d'accroissement de la dette publique. Les prochaines élections présidentielles aux Etats-Unis se tiendront dans un peu plus d'un an, à savoir le 3 novembre 2020. Le président Trump est déjà clairement passé en mode électoral. Et il est d'une nervosité préoccupante, moins à cause de l'Iran que de l'économie américaine. Trump croit en une simple phrase qui dit ceci: «It's the economy, stupid». Les stratégies de la campagne électorale de Bill Clinton ont créé ce slogan il y a une vingtaine d'année. La manière dont Donald Trump dénigre le patron de la Réserve fédérale Jerome Powell en est la parfaite illustration. Il veut à tout prix empêcher le ralentissement de la conjoncture américaine. Eu égard à la situation géopolitique délicate, on ne peut qu'espérer que Donald Trump y parvienne. Car si ce n'est pas le cas, il devra se mettre en scène autrement. Espérons que ce ne soit pas dans le Golfe, mais au golf.

Vous n'aurez pas de mes nouvelles la semaine prochaine, je prends une semaine de vacances! Le prochain commentaire paraîtra dans la semaine 41.

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

Nerveux

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.